Sept appels à l'action en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes au Forum politique de haut niveau 2026



Le Forum politique de haut niveau sur le développement durable de 2026 se tient sur le thème d'une action transformatrice, équitable, innovante et coordonnée en faveur de l'Agenda 2030, avec un examen approfondi de cinq objectifs : l'eau et l'assainissement, l'énergie, l'industrie et l'innovation, les villes durables et les partenariats mondiaux. Ils constituent les fondements matériels et institutionnels du développement durable ; or, aucun ne peut être construit de manière durable sans les femmes et les filles.

L'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas un objectif parmi d'autres. C'est une condition **non négociable à la réalisation de tous** les objectifs. L'ODD 5 reste à la traîne, et cet échec touche chaque objectif analysé : les femmes et les filles supportent le poids de l'insécurité liée à l'eau, de la précarité énergétique, de l'exclusion numérique et de l'insécurité dans les villes. Pourtant, elles sont aussi les scientifiques, les maires, les ministres, les entrepreneures et les dirigeantes communautaires qui mettent en œuvre des solutions.

L'écart entre les engagements pris et leur mise en œuvre apparaît clairement dans les examens nationaux volontaires présentés cette année. Notre examen des 36 pays présentant leurs résultats au Forum a révélé que seuls 11 d'entre eux ont pris l'engagement de renforcer l'égalité entre les femmes et les hommes. Les engagements existent déjà, du Pacte pour l'avenir à l'Engagement de Séville ; ce qui fait défaut, **c'est le courage politique nécessaire pour les mettre pleinement en œuvre.**



Sept appels aux dirigeants mondiaux

1 Protéger et faire respecter les droits des femmes, condition essentielle du développement durable

Les droits des femmes sont confrontés à une remise en cause organisée, à des reculs législatifs et à un rétrécissement de l'espace civique et des marges de financement. Près d'un pays sur quatre a connu un recul des droits des femmes, mettant en péril des acquis durement obtenus, alors même que l'échéance de 2030 approche.

Nous appelons les gouvernements à protéger et à faire progresser les engagements existants, à s'opposer à toute remise en cause des formulations convenues et à garantir des financements dédiés à l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi qu'aux organisations de défense des droits des femmes. Les acquis obtenus dans le cadre de Beijing, de la CEDAW et de l'agenda Femmes, paix et sécurité doivent être défendus, financés et consolidés.

2 Financer les engagements en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et mesurer les résultats obtenus

Les engagements qui ne sont pas financés ne seront pas tenus. **Seuls 26 % des pays disposent de systèmes complets de suivi des allocations budgétaires destinées à l'égalité entre les femmes et les hommes**, tandis que près de sept offices nationaux de statistique sur dix ont signalé une réduction du financement depuis janvier 2025. Le processus de réforme ONU80 doit renforcer, et non affaiblir, les mécanismes dédiés à l'égalité entre les femmes et les hommes, qui permettent de rendre les résultats visibles, mesurables et redevables.

Nous appelons à la mise en place d'une budgétisation sensible au genre, à une présentation transparente des dépenses, au renforcement des systèmes de données sur le genre et à la réduction du déficit de financement de l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'ensemble des ODD.

3 Faire progresser le leadership des femmes des collectivités locales à la gouvernance mondiale



À tous les niveaux de la prise de décision, des collectivités locales et régionales au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, le leadership demeure inégal. Les conclusions de GWL Voices montrent que plus le niveau d'influence est élevé, plus la représentation diminue. Les femmes restent sous-représentées dans les fonctions exécutives au niveau local, notamment en tant que maires ou gouverneures, malgré le rôle qu'elles jouent dans les domaines de l'eau, de l'énergie et de la planification urbaine.
Au niveau mondial, le constat est similaire. Parmi **les organisations suivies par GWL Voices, 21 n'ont jamais été dirigées par une femme, seulement 7 % des représentants permanents auprès de l'ONU depuis 1947 ont été des femmes,** et aucune femme n'a jamais été élue Secrétaire générale. Les jeunes femmes se heurtent à des obstacles supplémentaires pour accéder aux fonctions de direction politique et aux instances décisionnelles, alors même que des initiatives telles que le C4UN Global Futures Forum appellent à un système multilatéral plus inclusif, plus intergénérationnel et plus représentatif.

Nous appelons les gouvernements et les institutions multilatérales à appliquer des quotas, des objectifs de parité et des procédures de nomination transparentes afin de garantir aux femmes un véritable pouvoir de décision. Le leadership des femmes doit devenir un critère incontournable de la réforme des Nations Unies et un indicateur permettant d'évaluer si le multilatéralisme devient réellement plus représentatif et mieux préparé aux défis de l'avenir.

4 Réduire la fracture numérique et placer les femmes au cœur des politiques technologiques



La transition numérique ne peut être équitable tant que les femmes demeurent exclues de l'accès, des compétences, de la sécurité et de la gouvernance. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, 810 millions de femmes n'utilisent toujours pas l'internet mobile. **Les femmes ne représentent que 35 % des personnes diplômées dans les disciplines STEM et demeurent largement absentes des secteurs de l'intelligence artificielle et du développement technologique.**
Nous appelons à une connectivité abordable, à des compétences numériques, à des systèmes de données sensibles au genre et à une gouvernance de l'intelligence artificielle qui protège les droits et la sécurité des femmes. Les engagements pris dans le cadre du Pacte numérique mondial doivent être mis en œuvre avec la participation pleine et entière des femmes, afin que les technologies qui façonneront l'avenir soient conçues, dès l'origine, au service de l'égalité.

5 Construire une transition climatique sensible au genre pour l'eau, l'énergie et les villes

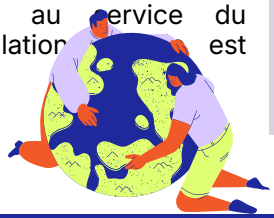
Le changement climatique, l'insécurité liée à l'eau, la précarité énergétique et les villes non sécurisées ne sont pas neutres du point de vue du genre. D'ici à 2050, les effets du changement climatique pourraient faire basculer 158 millions de femmes et de filles supplémentaires dans l'extrême pauvreté et 236 millions de femmes et de filles supplémentaires dans l'insécurité alimentaire. Pourtant, les femmes restent sous-représentées dans les espaces où les priorités climatiques, les mécanismes de financement et les stratégies d'adaptation sont décidés. À la COP30, les femmes ne dirigeaient qu'environ une délégation nationale sur cinq.
Nous appelons à une gouvernance climatique et environnementale sensible au genre, qui place les femmes, les filles et les collectivités locales au cœur de la planification, du financement et de la mise en œuvre. La sécurité de l'eau, l'énergie propre et les villes résilientes doivent être pensées en plaçant le leadership, la sécurité et les besoins des femmes au cœur.

6 Mettre fin aux violences faites aux femmes et garantir leur rôle dans la construction et le maintien de la paix

Il ne peut y avoir de développement durable tant que les femmes et les filles vivent sous la menace de la violence, des conflits et de la peur. Environ 676 millions de femmes et de filles vivent à proximité de conflits armés actifs et meurtriers. Les violences liées aux conflits et les violences fondées sur le genre ont atteint un niveau élevé ou extrême dans 22 des 25 pays confrontés à une crise humanitaire, tandis que les femmes demeurent fortement sous-représentées dans les processus de paix officiels.
Nous appelons les gouvernements et les institutions multilatérales à prévenir et à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, et à garantir leur participation pleine, entière et effective aux processus de médiation, de consolidation de la paix et de relèvement.

7 Faire en sorte que l'architecture financière mondiale soit au service des femmes et du développement

Les ODD ne pourront être atteints au moyen d'un système financier qui exclut les femmes des instances où les ressources sont allouées. Les pays en développement sont confrontés à un déficit annuel de financement des ODD de plus de 4 000 milliards de dollars, tandis que les femmes restent sous-représentées au sein des ministères des finances, des banques centrales, des banques de développement et de la gouvernance économique mondiale. Parmi les douze institutions financières internationales suivies par GWL Voices, seules quatre sont actuellement dirigées par une femme.
Nous appelons à un allègement de la dette, à une justice fiscale, à des financements sensibles au genre et à la parité au sein des directions et des conseils d'administration des institutions qui décident de la manière dont les ressources mondiales sont mobilisées, gouvernées et utilisées. Une architecture financière qui se veut au service du développement doit refléter les populations qu'elle est censée servir.



Ces sept appels ne constituent pas de nouvelles revendications ;
ils correspondent au programme déjà approuvé, mais qui n'a pas encore été pleinement mis en œuvre.
En 2026, la mise en œuvre et le leadership doivent aller de pair. La sélection de la prochaine Secrétaire générale ou du prochain Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies constitue une occasion historique d'aligner la plus haute fonction des Nations Unies sur les principes d'égalité qu'elle demande aux États Membres de défendre. Le développement durable exige un leadership qui **reflète les perspectives, les expériences et les attentes de « Nous, peuples des Nations Unies », au service desquels l'Organisation des Nations Unies a été créée.**